

# RESTITUTION (brouillon)

## Grand Débat Français de l'étranger - Bogota

**Date** : Mardi 26 février 2019 de 18H à 20H

**Lieu** : Alliance Française

**Nombre de participants** : 60

**Thèmes abordés** : Fiscalité, Services Publics, Démocratie, Environnement

**Animation** : collaborateurs de Paula Forteza (Marianne Billard, Marion Dos Reis Silva, Mauricio Mejia)

**Élus présents** : Joel Doglioni (conseiller consulaire de Colombie)

Le 26 février, les Français résidant à Bogota ont été invités à participer au Grand Débat national dans le cadre d'une réunion publique locale à l'alliance française. Une soixantaine de personnes ont participé à cette réunion.

Tout d'abord le contexte du Grand Débat national a été rappelé, il a ensuite été décidé de procéder à un débat sur les 4 thèmes avec l'ensemble des participants.

### Fiscalité

La fiscalité a été le premier sujet débattu. Plusieurs problématiques ont été abordées, certaines spécifiques aux Français résidant à l'étranger et d'autres concernant aussi les Français établis sur le territoire national.

Les problématiques soulevées sont les suivantes :

- **L'endettement de la France :**

La question de la dette de la France a concentré le début des échanges, les participants se sont interrogés sur la nécessité de la réduire en réalisant des économies sur l'ensemble des postes budgétaires – sauf ce qui concerne le régalién (armée, justice, police). Ce point n'a pas fait consensus, une partie de l'auditoire estimant que la réduction de la dette française n'est pas une priorité et pas nécessairement souhaitable, en pointant la nécessité d'avoir des services publics plus performants et un meilleur maillage du territoire.

- **Les retraites :**

Le nombre de retraités en France inquiète, aujourd'hui le nombre élevé questionne sur la soutenabilité du financement de notre système de retraite.

- **La ratification de la convention fiscale unissant la France et la Colombie :**

Une convention fiscale unissant la France et la Colombie a été signée le 25 juin 2015, elle n'est pas encore entrée en vigueur en l'absence de ratification de la part de la Colombie. Cette situation mène à une double imposition insoutenable pour les Français de Colombie devant s'acquitter à la fois de l'impôt en France mais aussi en Colombie sur les mêmes revenus.

- **Le manque de spécialisation des personnels consulaires et diplomatiques sur les sujets fiscaux :**

La fiscalité pour les Français de l'étranger est un sujet complexe, les règles sont compliquées et difficiles à prendre en main. Alors même que des questions sont posées aux représentants de la France en Colombie via les ambassades ou les consulats, les réponses apportées sont souvent approximatives et ne permettent pas d'avoir une information de qualité.

De manière générale, le contact avec l'ambassade et le consulat n'est pas assez fluide : plages horaires d'accueil trop faibles.

- **La lutte contre l'évasion fiscale :**

La lutte contre l'évasion fiscale engendre des coûts très importants pour la France. A surtout été pointée l'évasion fiscale réalisée par les grandes entreprises qui ne paient pas suffisamment d'impôts en France, les GAFAM ont été nommés comme des acteurs de cette évasion fiscale.

- **Le coût des collectivités territoriales trop élevé :**

Les collectivités territoriales ont été mentionnées comme étant trop consommatrices en terme budgétaires. Elles représentent un poste budgétaire trop élevé comparativement à la fonction publique d'Etat.

- **Transparence et communication :**

Le rejet de l'impôt tel que nous le connaissons aujourd'hui est dû en partie à un manque de transparence, lisibilité de celui-ci mais aussi à une mauvaise communication de l'utilisation qui en est faite.

Actuellement, il y a une incapacité à établir le nombre d'impôts qui existe et quel usage il en est fait, alors même que, pour consentir à l'impôt il est nécessaire d'en comprendre les tenants et les aboutissants.

- **Fuite des cerveaux :**

En tant que Français établis à l'étranger, il est noté la fuite des cerveaux dont est victime la France de manière grandissante. De plus en plus de jeunes et d'entrepreneurs quittent la France pour fuir une pression fiscale trop importante.

Face à ces différentes problématiques, et même de manière plus large de nombreuses solutions ont été proposées :

- **Plafonnement de la retraite à 2500€ en cas de décès d'un époux :**

En cas de décès d'un époux, la retraite du défunt est versée jusqu'à la fin de la vie du partenaire de vie. Cette situation bien que normale, ne doit pas accéder un certain plafond. Ainsi, le versement de cette retraite de l'époux défunt ne doit pas excéder 2500 euros net par mois.

- **Rehaussement du minimum vieillesse :**

Il faut prévoir un rehaussement du minimum vieillesse. Les personnes âgées ne peuvent pas vivre aujourd'hui avec le minimum qui leur est proposé.

- **Faire contribuer davantage les personnes aisées à l'impôt :**

Il a été demandé le rétablissement de l'ISF mais aussi un impôt plus important pour les hauts revenus.

- **Prévoir des interlocuteurs dédiés sur la fiscalité pour les Français de l'étranger :**

La fiscalité est un sujet complexe comme noté plusieurs fois au cours du débat, et elle l'est d'autant plus pour les Français résidant à l'étranger. Pour cette raison, il conviendrait d'avoir un interlocuteur expert sur le sujet unique et facilement joignable.

- **Mettre en place un budget participatif :**

Une forte demande de participation aux choix budgétaires a été faite. Il a été proposé de mettre en place un budget participatif où les Français pourraient indiquer quels sont les postes prioritaires et ceux moins prioritaires et ainsi convenir des espaces où réaliser des coupes budgétaires.

- **Faire contribuer dès le premier euro gagné à l'impôt sur le revenu :**

Une partie des participants a demandé la contribution à l'impôt sur le revenu de l'ensemble des Français. Ainsi une imposition dès le premier euro gagné pourrait être mis en place. Cette proposition n'a pas fait consensus.

- **Mettre en place un moratoire d'imposition en cas de création d'entreprise pendant une période déterminée afin de contribuer au développement des entreprises :**

La fuite des entrepreneurs vers l'étranger a été mentionnée et, est notamment visible en Colombie où un nouveau profil d'expatriés arrive : jeune et entrepreneur pour fuir la pression fiscale française empêchant la création d'une entreprise.

Il est ainsi proposé de créer un moratoire d'imposition pour une période déterminée au moment de la création de l'entreprise.

- **Mettre en place des évaluations des politiques fiscales :**

Un fort sentiment de ne pas savoir pourquoi tel ou tel choix budgétaire est abandonné, est ressenti. Il est ainsi proposé de réaliser des évaluations des politiques fiscales qui soient communiquées à tous. Ce dispositif permettrait aux citoyens d'en saisir pleinement le sens et les raisons de l'arrêt d'une mesure fiscale.

- **Réduire les impositions pour la transmission de patrimoine :**

Les montants prélevés au moment de la transmission d'héritage sont trop élevés. Il faut revoir la fiscalité de l'héritage et réduire son montant.

## Démocratie et citoyenneté

Le deuxième sujet débattu a été celui de la démocratie et de la citoyenneté. Plusieurs problématiques ont été identifiées.

Les problématiques suivantes ont été soulevées :

- **Pas assez de représentation des Français de l'étranger hors des capitales :**

Actuellement, le maillage du territoire des représentants politiques à l'international est trop faible. La représentation nationale est présente essentiellement dans la capitale et coupe ainsi toute une partie des Français d'interlocuteurs politiques.

- **Les médias ne sont pas représentatifs et trop partisans car détenus par quelques personnes :**

Les médias ont été pointés comme étant non représentatifs de la diversité des opinions. La raison principale évoquée est leur détention par un trop faible nombre de personnes et essentiellement des

profils de chefs d'entreprises disposant de patrimoine extrêmement élevé. Cette situation pousse à un manque de représentativité et de diversité dans les médias.

- **Les Français de l'étranger sont sous déclarés auprès des consulats :**

Actuellement, il y a une vraie sous-déclaration des Français qui quittent le territoire national. Cela mène à un manque d'information sur leur présence à l'étranger et donc une absence de représentation et de communication des informations nationales pertinentes.

Propositions :

- **Suppression des députés Français de l'étranger :**

Il a été proposé la suppression des députés représentant les Français de l'étranger. Leur statut a été jugé peu efficace sur le terrain.

- **Mettre en place le vote électronique :**

Afin d'augmenter la participation aux élections, il a été demandé la mise en place du vote électronique. Cependant deux limites ont été soulevées : se prémunir contre les cyberattaques et l'absence de moment politique en présentiel où chacun se retrouve dans un bureau de vote pour un temps démocratique partagé.

- **Reconnaissance du vote blanc avec un seuil pour annuler l'élection :**

Le vote blanc a été présenté comme un possible palliatif à l'abstention. Il faut prévoir un seuil à partir duquel l'élection serait annulée en raison d'un pourcentage de votes blancs trop élevé.

- **Mettre en place le vote obligatoire :**

Face à la reconnaissance du vote blanc, le vote obligatoire a été proposé, il permettrait ainsi de prendre en compte la volonté de l'ensemble des électeurs. Cependant, cette proposition n'a pas fait consensus, estimant que le vote obligatoire risque de délégitimer le vote.

- **Mener une réflexion sur le financement des médias :**

Une réforme sur le financement des médias doit être faite : plus de transparence sur leur financement et garantir une plus grande pluralité en restreignant leur détention par un faible nombre de personnes disposant d'un patrimoine très important.

- **Elargir le champ du référendum sur des sujets de société :**

Actuellement, le référendum est trop restreint. Il ne peut porter que sur peu de sujet qui ne sont pas les plus importants. Il conviendrait d'élargir son champ pour consulter via référendum la population française, notamment sur les sujets de société.

Une limite a toutefois été apportée, en estimant que le référendum fait davantage l'objet d'un plébiscite du gouvernement en place plutôt qu'une réponse à la question posée.

- **Créer un droit de pétition :**

Dans une perspective d'échange plus direct entre représentants et représentés, la pétition a été identifiée comme un moyen de dialogue pertinent. Des questions directes pourraient être posées au Parlement qui serait contraint d'y apporter une réponse.

- **Mettre en place un vote proportionnel pour l'ensemble des élections :**

La défiance envers les élus vient en partie d'un manque de représentativité, une des réponses qui doit être apportée est de généraliser le vote proportionnel. La proportionnelle permet d'avoir un meilleur reflet des forces politiques et de leur réelle adhésion dans l'opinion publique.

- **Sanctionner les élus absentéistes :**

Si les salariés risquent une sanction en cas d'absence ce n'est pas le cas des élus. Or, l'absentéisme est constaté depuis toujours, il y a une demande de mettre en place des sanctions en cas d'absences répétées des élus.

- **Favoriser les mécanismes de co-décision comme cela existe en Amérique latine :**

L'Amérique latine fait figure de modèle en matière de mécanismes de co-décision entre citoyens et représentants. Il a été souligné l'importance de s'inspirer de ces différents modèles pour les mettre en place en France.

- **Renforcer la transparence des élus :**

Le rôle des élus et leur activité est très opaque : non connaissance de leur agenda, absence de transparence sur l'utilisation des sommes versées au titre des frais de mandat. Il est exigé que tout ceci soit plus transparent et que l'information soit facilement accessible par les citoyens.

- **Prévoir des mécanismes de sanction pour les parlementaires par les citoyens :**

En cas de mécontentement, les citoyens demandent que puissent être sanctionné un élu. Une procédure de sanction citoyenne devrait être mise en place à l'encontre des parlementaires.

- **Consulter davantage les citoyens grâce à la démocratie numérique : demander plus souvent leur avis, plus d'information de ce qui a été fait :**

Le numérique est un outil qui permet un échange plus régulier, renouvelé et horizontal avec les représentants politiques. Il faut davantage utiliser cet outil pour fluidifier les échanges entre les citoyens et les représentants.

- **Création d'une obligation de réponse des parlementaires en cas de question :**

Actuellement, lorsqu'une question est posée à un parlementaire, il n'a aucune obligation légale d'y répondre. La question peut donc rester sans réponse, sans que le parlementaire n'encoure de sanction.

- **Réduction du nombre de parlementaires :**

Le nombre de députés et de sénateurs est trop élevé.

- **Faire des votes électroniques sur les projets de loi à distance pour les citoyens :**

Afin d'avoir l'avis des citoyens sur les projets de loi en cours à l'Assemblée nationale ou au Sénat, il faudrait que les citoyens puissent voter électroniquement leur avis dessus.

## Organisation de l'Etat et des services publics

Le troisième thème débattu est celui de l'organisation de l'Etat et les services publics.

Plusieurs problématiques ont été identifiées :

- **Suppression des postes consulaires :**

Depuis plusieurs années, un mouvement de suppression des postes consulaires a lieu menant à un manque d'information et une difficulté d'accès pour réaliser des démarches administratives.

- **Le manque de clarté de la représentation des Français de l'étranger :**

Il a été noté le manque de clarté des représentants des Français de l'étranger où les niveaux sont multiples : ambassades, consulats, conseillers consulaires, députés et sénateurs des Français de l'étranger. Ces différents interlocuteurs mènent à un manque de clarté.

- **Le maillage du territoire par les services publics ne garantit pas un bon accès à ceux-ci :**

Le territoire est pourvu de manière très inégale en service public ce qui mène à une rupture dans l'égal accès à tous. Il a notamment été cité l'exemple des maternités où des femmes enceintes sont contraintes de faire plusieurs dizaines de kilomètres pour accoucher à l'hôpital.

- **Difficulté des services publics à saisir la spécificité du profil des Français de l'étranger :**

Le profil des Français résidant à l'étranger a évolué, ce n'est plus un expatrié envoyé par une entreprise à l'étranger. Les profils sont beaucoup plus variés et multiples. Les services publics n'ont pas intégré ce changement.

- **L'augmentation des frais d'inscription des lycées français :**

Les frais d'inscription des lycées français augmentent régulièrement ce qui va à l'encontre de l'objectif de rayonnement de la France car leur intégration ne s'adresse plus qu'à une élite économique. Il faut prévoir davantage de bourses et des tarifs échelonnés en fonction des capacités financières des parents.

Propositions :

- **Fermer les sous-préfectures :**

A l'heure actuelle les sous-préfectures disposent de prérogatives en matière de délivrance des permis de conduire et carte grise. Dans un mouvement de rationalisation des services publics et d'économie, il convient de supprimer les sous-préfectures dont l'activité n'est pas essentielle et limiter la présence du Ministère de l'Intérieur sur le territoire aux préfectures.

- **Mettre en place un tarif spécifique pour les Français de l'étranger dans les lycées français :**

Les frais d'inscription pour les lycées français sont les mêmes pour tous : ressortissants nationaux et personnes étrangères. Il est demandé que des tarifs moins élevés soit proposés aux ressortissants français.

- **Prévoir un accompagnement administratif des Français de l'étranger pour leurs démarches :**

Les Français de l'étranger disposent d'une situation administrative complexe, l'information et les démarches sont compliquées. Il faut prévoir des référents administratifs qui puissent les aider dans leurs démarches.

- **Développer l'accompagnement personnalisé dans les services publics :**

Il a été noté un manque d'interlocuteur unique pour les services publics. Les agents ne peuvent délivrer un service suffisamment sur mesure pour répondre aux questions posées par les usagers.

- **Mettre un terme à la centralisation des services publics :**

Les services publics sont accessibles toujours dans des grands centres, les personnes résidant dans les périphéries n'ont pas d'interlocuteur et de services publics.

- **Fixer un prix des services publics en fonction des revenus de chacun :**

La France propose un modèle d'accès au service public avec une quasi-gratuité pour tous. Il est proposé que certains nombres de services deviennent payants selon les capacités financières de chacun.

- **Mettre en place un minimum vieillesse pour les Français de l'étranger :**

Dans le cas où un Français a vécu et travaillé toute sa vie à l'étranger, il n'est aujourd'hui pas éligible au minimum vieillesse. Il faut prévoir une mise en place.

## Transition écologique et énergétique

Le dernier thème qui a été abordé est celui de la transition écologique et énergétique.

Plusieurs problématiques ont été identifiées :

- **Problème d'acceptabilité sociale du coût écologique :**

Aujourd'hui si l'écologie convainc une majorité de Français, son coût n'est pas accepté. Il faut trouver une politique écologique qui soit socialement acceptable par tous.

- **La France doit jouer un rôle majeur dans la transition écologique et devenir un modèle international :**

Aucun pays au niveau international est un modèle écologique, il faudrait que la France saisisse cette opportunité pour devenir un modèle et exporter celui-ci dans le monde.

- **Pousser les entreprises à investir dans l'écologie :**

Les entreprises participent à la dégradation de notre planète, il faut créer des mécanismes pour les inciter à investir dans l'écologie.

Il faut aussi que les entreprises adoptent dans leur quotidien des comportements plus écologiques.

- **Revoir les modes de consommation :**

Les modes de consommation que nous connaissons aujourd'hui ne permettent pas d'avoir un comportement respectueux de la planète : surconsommation, sur-emballage des produits, obsolescence programmée, etc.

Propositions :

- **Créer une taxe sur les transports aériens :**

S'il y a bien une taxe sur le transport routier, le transport aérien émetteur de 8% des émissions de gaz à effet de serre n'est pas taxé. Il faut créer une taxe sur ces transports.

- **Supprimer les subventions européennes pour les grands exploitants agricoles :**

Pour créer une agriculture plus durable, il faut stopper les financements des grands exploitants agricoles et les concentrer sur les nouveaux types d'agriculture plus respectueux de l'environnement.

- **Faire sauter l'obligatoire de 3% de déficit pour l'écologie :**

Pour réussir la transition écologique, il faut un investissement important qui ne pourra pas se faire en respectant la règle des 3% de déficit. Dès lors, il convient de sortir les investissements écologiques de ce mode de calcul.

- **Taxer le transport maritime :**

Tout comme le transport aérien, le transport maritime n'est aujourd'hui pas taxé. Il faut renégocier les traités en place pour proposer une taxe des transports maritimes.

- **Supprimer le double emballage :**

Les produits proposés à la consommation sont très souvent sureballés : barquettes plastiques, film plastique, cartons, palettes, etc. Il faut limiter ce sur-emballage à ce qui est réellement strictement nécessaire.

- **En finir avec la grande distribution : mettre en place des plus petits circuits pour favoriser l'économie circulaire**

La grande distribution est une des causes de la destruction de notre environnement. Il faut davantage favoriser les circuits courts et parvenir à une économie circulaire : favoriser le développement des AMAP, les ventes directes producteurs.

- **Prévoir une éducation plus incitative :**

L'école doit jouer son rôle dans la transition écologique et sensibiliser davantage les jeunes. L'éducation doit aussi se faire sur les adultes en créant des campagnes d'explication et de sensibilisation à l'environnement pour en comprendre l'urgence.